

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2006-2007

---

1<sup>er</sup> MARS 2007

---

**Proposition de résolution visant à la mise en œuvre de l'Organisation Mondiale de l'Environnement (OME) en vue d'assurer un droit à l'environnement salubre : un droit de l'humanité**

(Déposée par Mme Amina Derbaki Sbaï)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

La sensibilité environnementale a connu au cours des dernières années une spectaculaire extension et en ce début de troisième millénaire, l'expression la plus manifeste de l'environnement, c'est la peur. Non pas une peur sourde, tue et qui aurait honte d'elle-même, mais une peur ostentatoire, qui se dit et s'écrit, s'affiche et se filme, s'offre en un spectacle à la mesure de la mondialisation de la communication.

Les conditions mêmes de la vie sur notre planète sont aujourd'hui menacées par les atteintes graves dont l'atmosphère est l'objet. «La Terre menacée», «la Terre perd la boule», «la Terre en danger de mort», «la Nature en état d'urgence», «nous n'avons qu'une planète» font les titres des journaux, les couvertures des magazines, les soirées de télévision et forment *l'écologie-spectacle* qu'incrédules ou convaincus nous nous habituons désormais à contempler. Les effets de mode, le goût du sensationnel médiatique ne sont pourtant pas seuls en cause. C'est dans ce contexte que se sont succédé, les révélations et les polémiques sur l'aggravation de la pollution touchant l'atmosphère de la planète.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2006-2007

---

1 MAART 2007

---

**Voorstel van resolutie tot oprichting van een Wereldmilieuorganisatie (WMO) om het recht op een gezond leefmilieu — een mensenrecht — te waarborgen**

(Ingediend door mevrouw Amina Derbaki Sbaï)

---

## TOELICHTING

---

De laatste jaren is de aandacht voor de milieu-problematiek spectaculair gestegen, en bij de aanvang van dit derde millennium is angst daar de zichtbaarste uitdrukking van. Het is geen ingehouden, onuitgesproken angst waarvoor men zich schaamt, maar een ostentatieve angst waarover men spreekt en schrijft, die men toont en verfilmt, waarmee men te koop loopt en die gelijke tred houdt met de globalisering van de communicatiemiddelen.

De voorwaarden zelf waaronder leven op aarde mogelijk is, worden vandaag bedreigd door een ernstige aantasting van de atmosfeer. «Bedreigde aarde», «De aarde slaat op hol», «De aarde in levensgevaar», «De natuur in noodtoestand», «Er is maar één Aarde», koppen dagbladen en tijdschriften. Thema-avonden op televisie zijn gewijd aan dergelijke problemen die zijn uitgegroeid tot het ecologisch spektakel dat wij voortaan ongelovig of overtuigd aanschouwen. Er is echter meer aan de hand dan een hype die door de sensatiezucht van de media wordt aangewakkerd. Er volgde een hele reeks onthullingen en polemieken over de aantasting van de dampkring tengevolge van de almaar toenemende pollutie.

Rappelons brièvement les trois phénomènes qui apparaissent en tête du palmarès des conséquences écologiques de l'activité humaine. Celle-ci a d'abord été à l'origine de l'émission d'un cocktail de gaz et de poussières qui, transporté par le vent sur de longues distances, retombe sous forme sèche ou humide sur le sol et les eaux. Ces « pluies acides » ont sans doute déjà détruit toute forme de vie supérieure dans les lacs scandinaves, écossais et canadiens et ont contribué, avec d'autres facteurs, au dépérissement des forêts d'Europe et d'Amérique du Nord. L'émission de chlorofluorocarbones (C.F.C.) provenant des aérosols, circuits de réfrigération, etc., sont également, selon des hypothèses vraisemblables, à l'origine de l'apparition du trou dans la couche d'ozone de la stratosphère qui protège la vie sur terre des rayons ultraviolets B du soleil. Enfin, le gaz carbonique, les C.F.C. et d'autres gaz émis par l'activité humaine contribuent, par « effet de serre », au processus de réchauffement de la planète dont les modalités commencent déjà à être perceptibles.

La grande peur environnementale pousse en terre fertile ! Elle se nourrit de l'incessante découverte de nouveaux dégâts du progrès, à notre porte comme à l'autre bout du monde. Elle croît avec l'inventaire scientifique, constamment renouvelé, des atteintes graves, voire irrémédiables, que nous — l'Homme — sommes en train de causer aux trois éléments naturels, l'eau, l'air, la terre, qui ont permis la vie et façonné l'existence des sociétés humaines ou animales. Elle s'amplifie des menaces encore inconnues qui pèsent sur nous, des pollutions invisibles qui nous entourent, des risques technologiques que l'on nous cache, et s'épanouit en d'innombrables scénarios-catastrophes et prophéties d'apocalypse dont on nous prévient qu'ils ne relèvent plus à présent du seul domaine de la fiction. Bref, ce qui, il y a peu, nous aurait paru inouï ou insensé est dorénavant évoqué, à tort ou à raison, comme faisant partie du domaine du possible : l'éventualité d'un « holocauste naturel, artificiellement déclenché, qui menace l'humanité entière et avec elle toutes ses espèces vivantes (1) ».

(1) *Libération*, « La Terre perd la boule », numéro hors-série, 22 juin 1989, p. 3.

Zoals bekend hebben menselijke activiteiten ecologische gevolgen, waarvan er drie in het bijzonder de aandacht hebben getrokken. Die menselijke activiteit heeft eerst een mengeling van gas en stof vrijgemaakt, die door de wind over lange afstanden werd meegevoerd en in droge of vochtige vorm opnieuw op de grond of in het water is terechtgekomen. Deze « zure regen » heeft waarschijnlijk reeds alle vormen van hoger leven in de Scandinavische, Schotse en Canadese meren vernietigd, en heeft, in combinatie met andere factoren, geleid tot de teloorgang van de Europese en Noord-Amerikaanse wouden. Ten tweede is de uitstoot van chloorfluorkoolstofverbindingen (CFK's) afkomstig van spuitbussen, koelapparaten, enz., naar alle waarschijnlijkheid verantwoordelijk voor de vorming van het gat in de stratosferische ozonlaag die de aarde tegen de ultraviolette B-stralingen van de zon beschermt. Ten slotte dragen de koolstofgassen, CFK's en andere gassen van menselijke oorsprong bij tot het broeikas-effect, met andere woorden de opwarming van de aarde waarvan wij nu reeds de gevolgen merken.

De grote milieuan angst heeft een vruchtbare voedingsbodem gevonden ! Steeds opnieuw komen immers nieuwe verwoestingen aan het licht die het gevolg zijn van de vooruitgang, of het nu in onze achtertuin is of aan het andere eind van de wereld. De angst groeit met de steeds langer wordende wetenschappelijke inventaris van ernstige of zelfs onomkeerbare aanslagen die wij mensen plegen op de drie elementen, water, lucht en aarde, die het leven mogelijk hebben gemaakt en het bestaan van mens en dier bepaald hebben. Hij groeit ook met de nog ongekende dreigingen die ons te wachten staan, met de onzichtbare vervuiling die ons omringt, de technologische risico's die voor ons verborgen blijven, en komt tot uiting in ontelbare doemscenario's en apocalyptische profetieën waarvan men ons verzekert dat zij niet langer louter fictie zijn. Kortom, wat ons tot voor kort ongehoord of onzinnig leek, wordt voortaan al dan niet ten onrechte als een mogelijkheid voorgesteld : de mogelijkheid van een natuurlijke holocaust, die kunstmatig in gang is gezet en samen met de hele mensheid alle levende wezens bedreigt (1).

(1) *Libération*, « La terre perd la boule », buitengewoon nummer, 22 juni 1989, blz. 3.

En ce début du troisième millénaire, les dégradations diffuses et irréversibles de l'environnement s'aggravent à un rythme alarmant. L'irresponsabilité généralisée ne rencontre à cet égard qu'une très faible mobilisation citoyenne, institutionnelle ou économique : réchauffement climatique, marée noire, contamination radioactive et génétique, érosion de la biodiversité, déforestation massive (1), pollution de l'air, de l'eau, des sols, etc. Avec l'éventualité de la disparition irréversible de la diversité des écosystèmes, ce n'est pas seulement la possibilité de la vie humaine sur notre planète qui serait menacée, mais aussi l'incomparable enchantement que lui apporte la nature.

Des études indiquent que l'une des causes de décès prématuré pourrait provenir des poussières que nous respirons. Les particules en suspension désignent l'ensemble des petites poussières liquides ou solides que l'on retrouve dans l'air ambiant et qui proviennent, à l'origine, de phénomènes naturels, tels que les feux de forêts, les activités volcaniques, les brises marines ou encore les pollens. Malheureusement, certaines activités humaines engendrent de nouvelles formes de particules. Le trafic automobile, les activités industrielles, l'incinération des déchets, entre autres, produisent des poussières nocives, certaines sous forme gazeuse, contenant des métaux lourds, du carbone, des nitrates ou des sulfates. On peut classer les particules selon leur taille : les PM (2) 10 ont un diamètre aérodynamique inférieur à 10 micromètres; le diamètre des PM 2,5 est inférieur à 2,5 micromètres et celui des PM 1 est inférieur à 1 micromètre. C'est en inhalant que le corps humain absorbe ces particules en suspension. Les plus grosses d'entre elles, au diamètre supérieur à 10 micromètres, sont filtrées par les muqueuses du nez ou de la gorge et ne présentent donc pas de danger pour notre santé. Les PM 10 peuvent se loger dans les bronches et les poumons et déclencher

(1) Gorz, André, Bosquet, Michel, *Écologie et Politique*, Editions du Seuil, Paris, 1978, pp. 71-72. Les marchands de papier, de meubles, de bois, les grands agriculteurs qui pratiquent les cultures extensives et les monocultures, qui rasant actuellement la forêt amazonienne s'attaquent à la source qui régénère le quart de l'oxygène contenu dans l'air de la planète. À Tokyo, par exemple où l'oxygène fait déjà défaut au point que les policiers, pour n'être pas asphyxiés aux carrefours, disposent de « fontaines d'oxygène » où ils vont respirer à intervalles réguliers ! La Hollande importe de l'eau potable de Norvège, les États-Unis en importent du Canada et la ville de San Francisco envisage d'en faire venir de la calotte polaire, sous forme d'icebergs.

(2) Les scientifiques désignent les particules par les initiales du terme anglais *Particulate Matter* (PM).

Bij het begin van het derde millennium neemt de alomtegenwoordige en onomkeerbare aantasting van het milieu alarmerende proporties aan. Tegenover de alom heersende onverantwoordelijkheid staat slechts een zwakke reactie van de burgers, de overheden of het bedrijfsleven. Er is sprake van klimaatopwarming, olievlekken, radioactieve en genetische contaminatie, inkrimping van de biodiversiteit, massale ontbossing (1), lucht-, water- en bodemverontreiniging, enz., en met de mogelijk onomkeerbare verdwijning van de biodiversiteit komt niet alleen het voortbestaan van de mens op onze planeet in het gedrang, maar ook de eindeloze verrukking die de natuur hem bezorgt.

Studies tonen aan dat vroegtijdige sterfte wordt veroorzaakt door stofdeeltjes die wij inademen. Zwevende deeltjes zijn alle kleine vloeibare of vaste stofdeeltjes in de lucht die oorspronkelijk ontstaan uit natuurlijke verschijnselen als bosbranden, vulkaanuitbarstingen, zeewind, of pollen. Helaas brengen menselijke activiteiten nieuwe soorten deeltjes in omloop. Onder meer het autoverkeer, de industrie, de afvalverbranding, brengen schadelijke deeltjes voort, soms in gasvorm, die zware metalen, koolstof, nitraten of sulfaten bevatten. De deeltjes kunnen naar grootte gerangschikt worden: de aërodynamische diameter van een PM (2) 10 is minder dan 10 micrometer, die van een PM 2,5 is minder dan 2,5 micrometer en die van een PM 1 is minder dan 1 micrometer. Door inademing komen deze zwevende deeltjes in ons lichaam terecht. De grootste, met een diameter van meer dan 10 micrometer, worden gefilterd door het mond- en neusslijmvlies en zijn dus niet gevaarlijk voor de gezondheid. PM 10-deeltjes kunnen zich in de bronchiën of de longen vastzetten en hoest of niezen veroorzaken. De fijne PM 2,5-deeltjes kunnen via de longen in de bloedvaten terechtkomen. Zij worden verantwoordelijk geacht voor sommige allergieën en

(1) Gorz, André, Bosquet, Michel, *Ecologie et Politique*, Editions du Seuil, Parijs, 1978, blz. 71-72. Door de ontbossing van het Amazonewoud voor de productie van papier, meubels, hout, voor extensieve landbouw en monocultuur, wordt momenteel de bron die een vierde van de zuurstof van de planeet herstelt, aangetast. In Tokyo bijvoorbeeld, is er een tekort aan zuurstof waardoor politieagenten aan kruispunten genoodzaakt zijn om zich regelmatig te laven aan « zuurstofbronnen » om niet te stikken ! Nederland voert drinkbaar water uit Noorwegen in, de Verenigde Staten uit Canada en de stad San Francisco overweegt om dat water uit de ijskap te betrekken in de vorm van ijsbergen.

(2) Wetenschappers benoemen de deeltjes met de initialen van de Engelse term *Particulate Matter* (PM).

des toux ou des éternuements. Les fines particules PM 2,5 parviennent à entrer, via les poumons, dans le système sanguin. Elles sont tenues pour responsables de certaines allergies, de l'asthme mais également pour des attaques cardiaques ou des décès prématurés (1).

Les écosystèmes naturels de la planète se dégradent à un rythme encore jamais atteint dans l'histoire de l'humanité. En trente ans, les animaux vertébrés ont vu chuter leur population de près d'un tiers.

Selon Cousteau, la moitié de la vie marine filmée en 1956 avait disparu en 1964 et aux dires de Kasymov, la mer Caspienne, au train actuel, sera d'ici peu, une étendue d'eau aussi pestilentielle, glauque et morte que l'est déjà le lac Erié (2). Le dernier rapport « Planète vivante 2006 » du WWF nous montre clairement que la planète est en perte régulière de biodiversité : -31 % d'espèces de vertébrés terrestres, -28 % d'eau douce, -27 % d'espèces marines.

L'empreinte écologique — indicateur environnemental qui mesure l'impact des activités humaines sur l'environnement — dépasse d'environ 25 % la capacité biologique de la terre contre 21 % dans le précédent rapport daté de 2004. L'humanité consomme donc trop et hypothèque les ressources naturelles des générations futures. Au rythme actuel, il faudrait l'équivalent biologique de deux planètes en 2050 pour satisfaire à la demande mondiale si nous ne changeons pas nos modes de consommation et de développement. Les États-Unis et l'Europe consomment à l'excès des ressources naturelles qu'ils n'ont pas. En effet, un habitant de la planète devrait utiliser au maximum 1,8 hectare « global » (évaluation moyenne par habitant de la superficie disponible biologiquement productive) compte tenu des capacités de régénération des ressources naturelles. Or, un Américain utilise 9,6 ha; un Français 5,6 ha. Nous sommes donc débiteurs par rapport à tous ceux qui exploitent moins de 1,8 ha comme c'est le cas d'un Indien, d'un Vietnamiens, d'un Péruvien ou d'un Soudanais. Selon Bernard Cressens, directeur des Programmes WWF-France, c'est notre

(1) Le rapport d'un groupe de travail de l'Organisation Mondiale pour la Santé précise qu'« une exposition prolongée à une atmosphère concentrant de trop nombreuses particules en suspension peut sérieusement réduire l'espérance de vie. Cette diminution de l'espérance de vie est provoquée par une augmentation des maladies cardio-pulmonaires et des cancers du poumon. Selon le rapport de Dorette Cobey, eurodéputée néerlandaise, en Europe, la pollution atmosphérique coûte 3,6 millions d'années de vie, c'est-à-dire, en d'autres termes, que 360 000 personnes décèdent dix ans trop tôt. L'eurodéputé allemand, Holger Kraemer, a présenté également un rapport sur le futur de la qualité de l'air au sein de l'Union européenne, dans lequel il vise à fixer des limites sévères à la présence des fines particules PM 2,5 « parce que le niveau élevé de pollution de l'air, particulièrement dans les régions densément peuplées, est en partie responsable de nombreuses maladies des voies respiratoires et de leurs conséquences ».

(2) Gorz, André, Bosquet, Michel, *op. cit.*, p. 72.

astma, maar ook voor hartaanvallen of vroegtijdige sterfte (1).

De natuurlijke ecosystemen op aarde takelen af met een in de geschiedenis van de mensheid nooit geziene snelheid. In dertig jaar is het aantal gewervelde dieren met een derde gedaald.

Volgens Cousteau was de helft van het leven in zee dat hij in 1956 filmde, in 1964 reeds verdwenen, en volgens Kasymov zal, als het zo doorgaat, de Kaspische Zee weldra een even stinkend, grauw en dood wateroppervlak zijn als het Eriemeer nu is (2). Het laatste verslag « Levende Planeet 2006 » van het WWF geeft duidelijk de omvang aan van het verlies aan biodiversiteit: -31 % gewervelde landdieren, -28 % zoetwater-soorten en -27 % zeesoorten.

De ecologische afdruk — de milieu-indicator die de impact van de menselijke activiteit op het milieu meet — overschrijdt met ongeveer 25 % de biologische capaciteit van de aarde, tegen 21 % in het vorige verslag van 2004. De mensheid verbruikt dus te veel en brengt de natuurlijke rijkdommen voor de volgende generaties in gevaar. Als wij ons verbruik en onze wijze van ontwikkeling niet veranderen, zal tegen 2050 het equivalent van twee planeten nodig zijn om aan de wereldbehoeften te voldoen. De Verenigde Staten en Europa verbruiken te veel natuurlijke rijkdommen die zij zelf niet hebben. Een aardebewoner zou immers maximum 1,8 hectare mogen gebruiken (gemiddelde raming per inwoner van de beschikbare productieve biologische oppervlakte), getit op de herstelcapaciteit van de natuurlijke rijkdommen. Een Amerikaan verbruikt echter 9,6 ha, een Fransman 5,6 ha. Wij staan dus in het krijt bij al diegenen die minder dan 1,8 ha verbruiken, zoals een Indiër, een Vietnamees, een Peruviaan of een Soedanees. Volgens Bernard Cressens, directeur van de Programma's WWF-Frankrijk, weegt ons energiever-

(1) Het verslag van een werkgroep van de Wereldgezondheidsorganisatie stelt vast dat een lange blootstelling aan een atmosfeer die te veel zwevende deeltjes bevat de levensverwachting ernstig kan verkorten. Dit is te wijten aan een stijging van het aantal harten- en longziekten en longkankers. Volgens het verslag van Dorette Cobey, Nederlands Europarlementslid, kost de luchtvervuiling 3,6 miljoen levensjaren, wat met andere woorden betekent dat 360 000 personen in Europa tien jaar te vroeg sterven. Het Duitse Europarlementslid Holger Kraemer heeft ook een verslag voorgesteld over de toekomst van de luchtkwaliteit in de Europese Unie, waarin hij strenge beperkingen wil opleggen voor de aanwezigheid van de fijne deeltjes PM 2,5, « omdat de hoge luchtvervuiling, in het bijzonder in dicht bevolkte gebieden, deels verantwoordelijk is voor vele ziektes van de luchtwegen en de gevolgen ervan ».

(2) Gorz, André, Bosquet, Michel, *op.cit.*, blz. 72.

consommation énergétique (énergie fossile et nucléaire) qui pèse le plus lourdement dans notre empreinte (+ de 50 %). « Nous vivons au-dessus de nos moyens et ce sont les choix que chacun de nous fera aujourd'hui qui détermineront les possibilités des générations qui nous suivront » (James P. Leap, directeur général WWF-International).

Sir Nicholas Stern (1) dans son rapport prévient qu'en l'absence de mesures drastiques, le monde connaîtra des tempêtes, des inondations ou des vagues de chaleur qui pourraient coûter à l'économie mondiale « au moins 5 % » de son PIB par an, voire jusqu'à 20 % dans le pire des scénarios. Le réchauffement climatique pourrait provoquer en fin de cause une crise économique « de l'ordre de celle connue après les deux guerres mondiales et la Grande Dépression de 1929 » !

À mesure que progressent les connaissances en matière de changements climatiques, le constat ne fait que se confirmer. Ce phénomène, dont les effets sont déjà observables aujourd'hui, est probablement l'un des plus grands défis auxquels l'humanité ait été confrontée. Pour avoir une probabilité acceptable d'atteindre l'objectif ultime de la Convention-Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) (2), les scientifiques s'accordent à dire qu'il convient de maintenir le réchauffement global sous la barre des 2 °C par rapport à l'ère pré-industrielle (3).

Or, au moment où s'ouvrait à Genève la II<sup>e</sup> Conférence mondiale sur le climat (octobre 1990), la plupart des modèles de simulation prédisaient un accroissement moyen des températures de la terre de l'ordre de 3 °C à l'horizon 2030-2050. Les conséquences de ce processus seront multiples. On estime qu'il pourrait produire une montée du niveau des mers chiffrée entre 0,50 et 1,50 mètre, mais l'ampleur de la modification des climats et des mouvements migratoires de la population qui s'ensuivraient reste difficile à évaluer (4) et les conséquences économiques ne sont pas légères. D'après le rapport de

(1) Ancien chef économiste de la Banque Mondiale, avait été nommé en 2005 par le gouvernement britannique pour mener l'étude la plus complète à ce jour sur le coût du réchauffement climatique. Son rapport fut présenté le 30 octobre 2006. « Stern Review: The economics of Climate Change », octobre 2006. [www.sternreview.org.uk](http://www.sternreview.org.uk)

(2) Convention-Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques: son objectif ultime est de « stabiliser (...) les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique ».

(3) Une étude récente du NASA Goddard Institute for Space Studies fait quant à elle référence à un plafond de 1,8 °C ne pouvant être dépassé !

(4) Alphantery, Pierre, Bitoun, Pierre, Dupont, Yves, *L'équivoque écologique*, Editions La Découverte, Paris, 1993, p. 22.

bruik (fossiele en kernenergie) het zwaarst op onze afdruk (meer dan 50 %). « Wij leven boven onze stand en de keuzes die elk van ons nu maakt zijn bepalend voor de mogelijkheden die de volgende generaties zullen hebben », verklaarde James P. Leap, directeur-generaal van WWF-International.

In zijn verslag waarschuwt sir Nicholas Stern (1) dat als er geen drastische maatregelen genomen worden, de wereld te maken zal krijgen met stormen, overstromingen of hittegolven die de wereldeconomie « per jaar minstens 5 %, en in het ergste geval tot 20 %, van het BBP kunnen kosten ». De klimaatopwarming kan uiteindelijk een economische crisis veroorzaken « van dezelfde omvang als die van na de twee wereldoorlogen en de Grote Depressie van 1929 » !

Naarmate onze kennis inzake klimaatverandering groeit, wordt deze vaststelling alsmaar bevestigd. Dit verschijnsel, waarvan de gevolgen nu reeds merkbaar zijn, is waarschijnlijk een van de grootste uitdagingen waarmee de mensheid wordt geconfronteerd. Om met een aanvaardbare waarschijnlijkheid de uiteindelijke doelstelling van de Raamovereenkomst van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering (UNFCCC) (2) te halen, zijn de wetenschappers het erover eens dat de opwarming van de aarde niet meer mag bedragen dan 2 °C vergeleken bij het voorindustriële tijdperk (3).

Op het ogenblik dat in Genève de Tweede Wereldklimaatconferentie van start ging (oktober 1990) wezen de meeste simulatiemodellen er echter op dat de gemiddelde temperatuur op aarde tegen 2030-2050 met zo'n 3 °C gestegen zal zijn. De gevolgen hiervan zijn uiteenlopend. De zeespiegel zou kunnen stijgen met 0,50 tot 1,50 meter, maar de omvang van de klimaatveranderingen en de daaruit voortvloeiende migraties blijven moeilijk te voorspellen (4), en de economische gevolgen zijn niet gering. Volgens het verslag van Sir Nicholas Stern zou de opwarming van de aarde de wereldeconomie elk jaar tot 5,5 triljoen

(1) Voormalig economisch hoofd bij de Wereldbank, werd in 2005 aangewezen door de Britse regering om de tot op heden meest volledige studie over de kosten van de klimaatopwarming te realiseren. Zijn verslag werd op 30 oktober 2006 voorgesteld. « STERN Review: The economics of Climate Change », oktober 2006. [www.sternreview.org.uk](http://www.sternreview.org.uk)

(2) United Nations Framework Convention on Climate Change: « The ultimate aim of the Convention is to stabilise greenhouse gases in the atmosphere at a level that would avoid dangerous anthropogenic interference with the climate system ».

(3) Een recente studie van het Goddard Institute for Space Studies van de NASA legt deze maximumdrempel op 1,8 °C vast !

(4) Alphantery, Pierre, Bitoun, Pierre, Dupont, Yves, *L'équivoque écologique*, Editions La Découverte, Parijs, 1993, blz. 22.

Sir Nicholas Stern, le réchauffement climatique pourrait coûter chaque année à l'économie mondiale jusqu'à 5,5 trillions d'euros/an (1) au cas où les gouvernements ne prendraient pas des mesures draconiennes au cours des dix prochaines années.

Partant de ce constat, il est impératif de revoir et de procéder à des réductions d'émissions de gaz à effet de serre davantage beaucoup plus importantes que celles qui ont été convenues dans la première phase du Protocole de Kyoto (-5,2% entre 1990 et 2008-2012 pour les pays industrialisés). Or, force est de constater qu'en moyenne, au niveau mondial, ces réductions devront atteindre 50% d'ici 2050, ce qui représente pour les pays industrialisés des émissions réduites de 80% sur la même période (2). Notons que ces chiffres sont ceux que l'Union européenne utilise également comme base lors des négociations internationales relatives aux changements climatiques (3).

Le Conseil Mondial des Affaires pour le Développement Durable (WBCSD) (4) se prononce en faveur d'un futur cadre international après 2012, date à laquelle les objectifs de Kyoto expirent. Selon le WBCSD, ce futur cadre international en vue de lutter contre le réchauffement climatique doit comprendre un objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> à long terme, qui soit exprimé en termes annuels quantifiables. Le WBCSD estime que cet objectif, qui pourrait porter sur 50 ans, «contribuera à réduire le niveau d'incertitude actuel» sur les futurs prix du carbone et deviendra un «point de référence pour le développement des politiques nationales sur le climat et l'énergie».

Les mesures prises actuellement sont incontestablement insuffisantes. Dans le domaine international, l'impératif de «sauvetage environnemental» s'est traduit par l'organisation de multiples conférences et l'existence de programmes scientifiques mondiaux; d'importantes et souhaitables décisions ont été prises, mais elles apparaissent sans commune mesure avec

(1) Soit 5 500 000 000 000 €/an.

(2) Les 80% représentent une adaptation des 50% requis au niveau mondial sur base du fait que les pays en développement, dont les émissions par habitant sont réduites actuellement, devront pouvoir augmenter légèrement leurs émissions dans les prochaines années.

(3) Conclusions du Conseil de l'environnement du 11 mars 2005 et le Sommet de printemps du Conseil du 24 mars 2005.

(4) Conseil Mondial des Affaires pour le Développement Durable est une organisation représentant environ 180 entreprises à travers le monde.

euro (1) per jaar kosten indien de regeringen geen drastische maatregelen nemen in de komende tien jaar.

Op grond van deze vaststelling is het absoluut noodzakelijk om de uitstoot van broeikasgassen veel drastischer te beperken dan wat in de eerste fase van het Kyoto-protocol overeengekomen was (-5,2% tussen 1990 en 2008-2012 voor de geïndustrialiseerde landen). Wij moeten echter vaststellen dat deze vermindering wereldwijd gemiddeld 50% tegen 2050 zou moeten bedragen, wat voor de geïndustrialiseerde landen een vermindering van de uitstoot met 80% over dezelfde periode betekent (2). Deze cijfers worden ook door de Europese Unie gehanteerd als basis voor internationale onderhandelingen inzake klimaatverandering (3).

De World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) (4) is voorstander van een internationaal kader na 2012, het jaar waarin de Kyoto-doelstellingen vervallen. Volgens de WBCSD moet dit internationaal kader ter bestrijding van de opwarming voorzien in een daling op lange termijn van de CO<sub>2</sub>-uitstoot uitgedrukt in meetbare jaarlijkse cijfers. De WBCSD meent dat deze doelstelling, die over 50 jaar gespreid kan worden, de huidige onzekerheid over de toekomstige brandstofprijzen ten dele kan wegnemen en voor elk land een ijkpunt kan vormen bij het uitstippelen van een nationaal klimaat- en energiebeleid.

De maatregelen die vandaag genomen worden zijn absoluut ontoereikend. Op internationaal niveau heeft de noodzakelijke «reddingsoperatie» voor het milieu geleid tot talloze conferenties en wereldwijde wetenschappelijke programma's; er zijn vele en nuttige beslissingen genomen, die echter veruit ontoereikend blijven ten opzichte van wat er op het spel staat, en die

(1) Of 5 500 000 000 000 euro per jaar.

(2) De 80% zijn een aanpassing van de 50% die op wereldniveau vereist is, wegens het feit dat de ontwikkelingslanden, die momenteel een beperkte uitstoot per inwoner hebben, hun uitstoot in de komende jaren licht zullen moeten kunnen verhogen.

(3) Besluiten van de Milieuraad van 11 maart 2005 en de lentetop van de Raad van 24 maart 2005.

(4) De World Business Council for Sustainable Development is een organisatie die wereldwijd ongeveer 180 bedrijven vertegenwoordigt.

l'urgence des enjeux et représentent aux yeux de certains pays pauvres un luxe réservé aux nations les plus riches (1).

Selon le dernier rapport, *Greenhouse gas emission trends and projections in Europe 2006*, publié le 27 octobre 2006 par l'Agence européenne de l'Environnement, les mesures existantes ne réduiront les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE des 15 que de 0,6 % en 2010. On est bien loin de l'objectif de 8 % qu'ils doivent ou devraient plutôt réaliser d'ici 2012 (2). Une réelle remise en question de notre système énergétique s'impose. Reporter l'action d'une décennie augmenterait en effet considérablement les efforts à consentir en vue d'atteindre un même objectif de réduction.

#### A. Prémisses d'une Organisation Mondiale de l'Environnement — OME

La première dimension de la sensibilité environnementale et écologique s'exprime, nous l'avons vu, dans la peur des catastrophes et la prise de conscience de la vulnérabilité d'un monde qui, pour avoir mis des milliards d'années à se constituer, pourrait se défaire très rapidement, moins à présent par les menaces de la guerre atomique que par l'accumulation de pollutions. Elle s'exprime aussi par un malaise profond dans les sociétés où s'accumulent les marchandises et les déchets, alors que s'artificialisent toujours davantage les rapports des hommes et de leur environnement.

L'idée d'un épuisement possible des ressources naturelles constitua, au début des années septante avec la présentation du rapport Meadows au Club de Rome, l'une des premières manifestations d'une conscience écologique mondiale. Conséquence d'une démographie galopante et d'une civilisation industrielle énergivore, l'apparition d'une telle éventualité

(1) La Nature et l'Environnement sont devenus monnaie d'échange pour le règlement de la dette du tiers monde. Depuis 1988, des échanges « dette-nature » ont en effet été signés par des grandes organisations non gouvernementales internationales avec la Bolivie, le Costa Rica, les Philippines et Madagascar. Ces ONG ont racheté aux banques une fraction de la dette des pays concernés dont l'annulation a été soumise à la création, dans les territoires de chacun d'entre eux, de parcs naturels ou de réserves. Ces transactions n'ont porté que sur une infime partie de la dette globale des pays pauvres, mais elles sont un symptôme de la mondialisation des enjeux de la protection de l'environnement. Celle-ci est l'objet de négociations internationales multiples et a permis, dans le cas présent, à quelques grandes banques de se donner une image écologique.

(2) Le 25 octobre 2006, le Commissaire européen à l'Environnement, Stavros Dimas, a indiqué que selon l'examen des Plans Nationaux d'Allocation reçus de la part de 17 pays européens, les émissions de gaz à effet de serre seraient 15 % supérieures en 2008-2012 à leur niveau pour la période 2005-2007. Ces PNA devraient ainsi être rejetés par la Commission fin novembre afin de respecter l'engagement de l'UE dans le cadre du Protocole de Kyoto.

in de ogen van sommige andere landen een luxe voor rijkere landen zijn (1).

Volgens het laatste verslag, *Greenhouse gas emission trends and projections in Europe 2006*, dat het Europese Milieuagentschap op 27 oktober 2006 publiceerde, zullen de bestaande maatregelen de uitstoot van broeikasgassen in de 15 EU-kernlanden tegen 2010 slechts met 0,6 % doen dalen. Dat is heel ver van de 8 % die zij tegen 2012 zouden moeten halen (2). Onze omgang met energie moet grondig herzien worden. Als men nog een decennium laat voorbijgaan, zullen de inspanningen om dezelfde doelstelling te bereiken veel groter moeten zijn.

#### A. Uitgangspunten voor de oprichting van een Wereldmilieuorganisatie (WMO)

Zoals aangegeven komt de milieubewustwording in eerste instantie tot uiting in de angst voor rampen en het besef van de kwetsbaarheid van de wereld, die miljarden jaren nodig heeft gehad om zich te vormen, en nu snel zou kunnen ophouden te bestaan, niet zozeer meer door een atoomoorlog maar door de aanhoudende verontreiniging. Die bewustwording komt ook tot uiting in het diepe onbehagen dat de samenlevingen kenmerkt waarin de goederen en het afval zich opstapelen, terwijl de betrekkingen tussen de mens en zijn milieu steeds kunstmatiger worden.

De voorstelling begin jaren zeventig van het Meadows-verslag van de Club van Rome, waarin rekening werd gehouden met een mogelijke uitputting van de natuurlijke rijkdommen, vormde een van de eerste uitingen van een ecologische bewustwording op wereldschaal. Deze mogelijkheid, die het gevolg is van de bevolkingsexplosie en een energieverslindende

(1) Natuur en milieu zijn ruilmiddelen geworden voor het aflossen van de schuld van de derde wereld. Sinds 1988 zijn «schuld tegen natuur»-ruiloperaties ondertekend door grote niet-gouvernementele organisaties met Bolivia, Costa Rica, de Filipijnen en Madagascar. Deze NGO's hebben een fractie van de schulden van de betrokken landen opgekocht, waarvan de kwijtschelding verbonden was aan de aanleg op hun grondgebied van natuurparken of reservaten. Deze transacties betroffen slechts een miniem deel van de totale schuld van de arme landen, maar zijn tekenend voor de globalisering van de milieuproblematiek. Deze problematiek vormt de inzet van verschillende internationale onderhandelingen, en in dit geval biedt hij enkele grote banken de gelegenheid zich een ecologisch imago aan te meten.

(2) Op 25 oktober 2006 verklaarde de Europees Commissaris voor het milieu, de heer Stavros Dimas, dat volgens de Nationale Allocatieplannen die hij van 17 Europese landen heeft ontvangen, de uitstoot van broeikasgassen in 2008-2012 15 % meer zou bedragen dan in de periode 2005-2007. De Commissie zou deze Nationale Allocatieplannen dan ook eind november verwerpen om de verbintenissen van de EU in het raam het Kyoto-protocol na te komen.

traduit la position radicalement nouvelle que nous occupons dans l'histoire de l'humanité. Pour la première fois, une civilisation pourrait, à l'échelle planétaire, dilapider les ressources du sol et du sous-sol — c'est-à-dire l'héritage géologique et humain — et, dans l'hypothèse la plus pessimiste, s'acheminer rapidement vers un désastre ou, dans la plus optimiste, léguer aux générations futures des problèmes énergétiques et alimentaires insurmontables.

Lors de la Conférence de Stockholm sur l'environnement, en 1972, organisée par les Nations unies, le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) a vu le jour et cela afin d'encourager la coordination internationale. Le PNUE se donnait comme premier principe: «*L'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être. Il a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures.*»

Depuis 1985, on a pu voir se dérouler un grand nombre de réunions et de conférences mondiales (1), des protocoles ont été signés et il ne se passe plus une semaine sans que soit annoncée une nouvelle initiative relative à la protection de l'environnement. Un véritable «contrôle planétaire» s'est installé en vue de gérer la Terre (2). Les travaux portant sur les perturbations de la biosphère (trous dans la couche d'ozone, effet de serre, déforestation, etc.) ont été en effet en partie influencés par l'«hypothèse Gaïa» (3).

Le sommet de Rio en 1992, définissait le cadre et les principes du développement durable et, dix ans encore après, le sommet de Johannesburg réaffirmait la nécessité de la sauvegarde des ressources et de l'environnement. Au-delà des déclarations, les progrès, en matière de préservation de l'environnement, ne sont pas au rendez-vous.

La conférence, qui s'est tenue à Milan en décembre 2003, n'a pas permis d'obtenir la ratification par les États-Unis du protocole de Kyoto. Pourtant les effets sont déjà là: la fonte des glaces est une réalité qui non seulement refroidit l'Océan atlantique et menace les climats tempérés d'Europe mais surtout met déjà en

industriële maatschappij, illustreert hoe radicaal nieuw onze positie in de geschiedenis van de mensheid is. Voor het eerst zou een beschaving de rijkdommen van de bodem en de ondergrond — met andere woorden de geologische en menselijke erfenis — op wereldschaal opgebruiken wat, in de meest pessimistische veronderstelling, snel tot een ramp zou leiden, of, in de meest optimistische, de komende generaties met onoverkomelijke problemen inzake energie- en voedselvoorziening zou opzadelen.

Tijdens de VN-Milieuoconferentie van Stockholm in 1972 werd het Milieuprogramma van de Verenigde Naties (UNEP) in het leven geroepen om de internationale coördinatie aan te moedigen. Het eerste beginsel ervan luidde als volgt: «*Man has the fundamental right to freedom, equality and adequate conditions of life, in an environment of a quality that permits a life of dignity and well-being, and he bears a solemn responsibility to protect and improve the environment for present and future generations.*»

Sinds 1985 hebben vele vergaderingen en conferenties op wereldniveau plaatsgevonden (1), werden protocollen ondertekend en gaat er geen week voorbij of er wordt een nieuw initiatief genomen inzake milieubescherming. Er is een ware «planetaire controle» ontstaan om de Aarde te beheren (2). De onderzoeken over biosferische storingen (gaten in de ozonlaag, broeikaseffect, ontbossing, enz.) zijn deels beïnvloed door de «Gaïa-hypothese» (3).

De Rio-top in 1992 bepaalde het kader en de beginselen van de duurzame ontwikkeling en tien jaar later bevestigde de top van Johannesburg nogmaals de noodzaak van het behoud van de natuurlijke rijkdommen en het milieu. Ondanks al deze verklaringen zijn de verwachtingen inzake milieubehoud niet ingelost.

De conferentie van Milaan in december 2003 heeft er niet voor kunnen zorgen dat de Verenigde Staten het Kyoto-protocol ondertekenen. De feiten zijn nochtans onweerlegbaar: het poolijs smelt, en het afkoelen van de Atlantische Oceaan bedreigt niet alleen het gematigde klimaat in Europa, maar ook een hele

(1) Bertrand, Maurice, «Un plan mondial pour sauver la planète», *Le Monde Diplomatique*, août 1989, p. 32.

(2) Beney, Guy, «La citoyenneté au risque de l'écologie globale», *Sretie info.*, octobre 1989, p. 29.

(3) Hypothèse formulée en 1979 par James Lovelock. En utilisant le nom grec de la divinité antique de la Terre, mère des dieux, Lovelock décrivait notre planète comme un être vivant personnifié et «comme une entité complexe comprenant la biosphère terrestre, l'atmosphère, les océans et la terre; l'ensemble constituant un système de *feedback* ou cybernétique qui recherche un environnement physique ou chimique optimal pour la vie sur la planète.

(1) Bertrand, Maurice, «Un plan mondial pour sauver la planète», *Le Monde Diplomatique*, augustus 1989, blz. 32.

(2) Beney, Guy, «La citoyenneté au risque de l'écologie globale», *Sretie info.*, oktober 1989, blz. 29.

(3) Hypothese die in 1979 door James Lovelock werd geformuleerd. Door het gebruik van de Griekse benaming van de godin van de Aarde en moeder van de goden, beschreef Lovelock onze planeet als een gepersonificeerd levend wezen, een complex geheel dat bestaat uit de biosfeer, de atmosfeer, de oceanen en de aarde; dit geheel vormt een cybernetisch of *feedback*-systeem dat een optimaal fysisch of chemisch milieu zoekt voor het leven op aarde.



péril une population entière, les Inuits, dont le mode de vie est en grande partie lié à leur environnement. Les États-Unis, conjointement avec la Chine, sont actuellement les deux plus grands émetteurs de CO<sub>2</sub> au monde, il est donc impératif que ces deux pays adoptent un programme international de réduction des émissions. Ils sont parties à la Convention-Cadre des Nations unies sur le Changement Climatique mais ne sont pas liés par le Protocole de Kyoto qui s'y rapporte !

Dans une note de l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI), *La mise en œuvre du droit international de l'environnement*, Sandrine Maljean-Dubois remarque que si la coopération internationale progresse, « *l'application nationale, notamment par la transcription des normes internationales dans les droits internes, demeure insuffisante.* » Et explique: « *Sauf à de très rares exceptions, (...), l'accord de l'État demeure le seul à l'origine des obligations à sa charge. Le volontarisme fait obstacle au développement d'un droit commun.* » Mais le droit international de l'environnement comporte en lui-même ses propres limites, c'est « *un corps de règles construites dans l'urgence, au coup par coup. Il souffre d'incohérences internes, voire de problèmes d'articulations externes dus à des cloisonnements normatifs et institutionnels par rapport à d'autres corps de règles — commerce, investissement, droits de l'homme, etc.* », précise Sandrine Maljean-Dubois.

Devant ce constat d'inefficacité, l'émergence de la mise sur pied de l'OME est primordiale. Au niveau international, les compétences liées à l'environnement sont trop dispersées et trop faibles. Géré par tout le monde, l'environnement n'est en fait protégé par personne. Actuellement nous sommes face à un système de gouvernance de l'environnement sans cohérence ni vision d'ensemble, fragmenté et opaque, manquant d'autorité et de légitimité. Nous devons agir au niveau international à l'image de ce qui se fait déjà actuellement au niveau de l'UE, à savoir, protéger l'environnement par le droit pénal. La protection de l'environnement figure à l'article 37 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE: « *Un niveau élevé de protection de l'environnement et l'amélioration de sa qualité doivent être intégrés dans les politiques de l'Union et assurés conformément au principe de développement durable* ».

Le Conseil et la Commission ont tous deux reconnu la nécessité d'établir un « acquis » communautaire afin de combattre les infractions commises au détriment de l'environnement. Avec la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil, du 13 mars 2001 (1), relative à la protection de l'environnement par le droit pénal, la Commission vise à établir les normes minimales de sanction des infractions à l'environne-

ment, de l'Inuit, wier levenswijze groten-deels verbonden is met hun milieu. De Verenigde Staten en China zijn momenteel de grootste CO<sub>2</sub>-producenten ter wereld, en het is dus absoluut noodzakelijk dat deze landen een internationaal programma ter vermindering van de uitstoot ondertekenen. Zij zijn partij in de VN-raamovereenkomst inzake klimaatverandering, maar zijn niet gebonden door het Kyoto-protocol dat hierop betrekking heeft !

In een nota van het Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI) met als titel *La mise en œuvre du droit international de l'environnement*, merkt Sandrine Maljean-Dubois op dat ondanks de vooruitgang in de internationale samenwerking, « *l'application nationale, notamment par la transcription des normes internationales dans les droits internes, demeure insuffisante.* » Zij legt uit: « *Sauf à de très rares exceptions, (...), l'accord de l'État demeure le seul à l'origine des obligations à sa charge. Le volontarisme fait obstacle au développement d'un droit commun.* » Het internationale milieurecht houdt echter beperkingen in, het is « *un corps de règles construites dans l'urgence, au coup par coup. Il souffre d'incohérences internes, voire de problèmes d'articulations externes dus à des cloisonnements normatifs et institutionnels par rapport à d'autres corps de règles — commerce, investissement, droits de l'homme, etc.* », verduidelijkt Sandrine Maljean-Dubois.

Een dergelijke inefficiëntie maakt de oprichting van de WMO des te noodzakelijker. Op internationaal vlak zijn de bevoegdheden inzake milieu te versnipperd en te onbetekenend. Het milieu wordt door zowat iedereen beheerd, maar in feite door niemand beschermd. De manier waarop het milieu vandaag beheerd wordt kent geen samenhang of algemene visie, is versnipperd en ondoorzichtig, en mist gezag en legitimiteit. Wij moeten op internationaal niveau optreden op dezelfde manier als de EU dat nu reeds doet: het milieu beschermen door middel van het strafrecht. Milieubescherming is opgenomen in artikel 37 van het Handvest van de grondrechten van de EU: « Een hoog niveau van milieubescherming en de verbetering van de kwaliteit van het milieu moeten in het beleid van de Unie worden geïntegreerd en overeenkomstig het beginsel van duurzame ontwikkeling worden gewaarborgd ».

De Raad en de Commissie hebben beide de noodzaak erkend om een communautair *acquis* op te bouwen om milieudelicten te bestrijden. Met het voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad inzake milieubescherming door het strafrecht van 13 maart 2001 (1), wil de Commissie minimumnormen vaststellen inzake milieudelicten, als bepaald in artikel 175 van het Verdrag tot oprichting

(1) COM(2001)139, JO C 180 E du 26.06.2001.

(1) COM (2001)139, PB C 180 E van 26.6.2001.

ment, comme prévu par l'article 175 du traité instituant la Communauté européenne (traité CE). Ladite proposition de directive, stipule que les États membres devront incriminer tout comportement, intentionnel ou exercé par négligence grave, en violation des dispositions communautaires visant à protéger l'environnement. Les sanctions pénales devront être effectives, proportionnées et dissuasives. Elles seront applicables en cas de violation des dispositions communautaires ainsi que de complicité ou d'incitation à la violation. En outre, en cas d'infraction grave, les personnes physiques pourront être privées de liberté. Les États membres devront prévoir les diverses sanctions applicables aux personnes physiques et morales, notamment : des amendes, l'interdiction aux subventions publiques, l'interdiction permanente ou temporaire d'exercice d'activités commerciales, la liquidation judiciaire. De telles mesures peuvent être envisagées au sein de l'UE, étant donné que nous possédons les moyens nécessaires pour leur applicabilité. La Commission exécute son rôle de « gardienne » et l'ensemble des organes judiciaires se charge des moyens coercitifs. *A contrario* au niveau international, de tels moyens sont inexistantes, d'où la nécessité d'une « instance supranationale de droit international » gardienne de l'environnement.

L'idée de créer une Organisation Mondiale de l'Environnement n'est pas inédite. Dès la conférence de Rio en 1992, la France avait déjà porté cette proposition, relancée notamment par MM. L. Jospin et D. Voynet en 2001, ainsi que par M. J. Chirac lors du Sommet de la Terre qui s'est tenu à Johannesburg en 2002 : « (...) la France, fidèle à une tradition historique d'universalité que la mondialisation justifie chaque jour davantage, appelle à la création d'une organisation mondiale de l'environnement, sur les modèles de l'organisation mondiale de la santé ou de l'organisation internationale du travail. »

La primauté de l'économie sur l'environnemental semble rendre toute mesure préventive largement aléatoire et soumise au bon vouloir d'un accord dans les enceintes de l'Organisation Mondiale du Commerce (1).

(1) Il n'existe pas dans le cadre de l'OMC d'accord portant spécifiquement sur l'environnement, mais plusieurs accords de l'OMC contiennent des dispositions touchant à des préoccupations environnementales. Les membres de l'OMC y reconnaissent que « leurs rapports dans le domaine commercial et économique devraient être orientés vers le relèvement des niveaux de vie, tout en permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de développement durable, en vue à la fois de protéger et préserver l'environnement et de renforcer les moyens d'y parvenir d'une manière qui soit compatible avec leurs besoins et soucis respectifs à différents niveaux de développement économique ». La priorité accrue donnée aux politiques environnementales est un phénomène relativement récent. À la fin du Cycle d'Uruguay en 1994, les ministres du Commerce des pays participants ont décidé d'entreprendre à l'OMC un vaste programme de travail sur le commerce et l'environnement et ils ont créé le Comité du commerce et de l'environnement.

van de Europese Gemeenschap (EG-Verdrag). Dit voorstel van richtlijn bepaalt dat de lidstaten activiteiten die opzettelijk of uit grove nalatigheid worden verricht en een overtreding inhouden van de bepalingen van het Gemeenschapsrecht ter bescherming van het milieu, als strafbare feiten moeten aanmerken. De strafrechtelijke sancties moeten doeltreffend, evenredig en afschrikkend zijn. Zij zijn van toepassing in geval van schending van de bepalingen en in geval van medeplichtigheid aan en uitlokking van dergelijke schendingen. In ernstige gevallen kunnen natuurlijke personen bovendien van hun vrijheid beroofd worden. Ten aanzien van natuurlijke en rechtspersonen moeten de lidstaten in voorkomend geval voorzien in geldboetes, uitsluiting van overheidssteun, tijdelijk of blijvend verbod op de uitoefening van commerciële activiteiten, of rechterlijke bevelen tot ontbinding. Dergelijke maatregelen kunnen in de EU worden toegepast omdat zij daarvoor over de nodige middelen beschikt. De Commissie speelt haar rol van « bewaakster », en de rechterlijke overheden leggen de dwangmaatregelen op. Op internationaal niveau echter zijn dergelijke middelen onbestaande. Daarom is het noodzakelijk dat een « supranationale instantie van internationaal recht » wordt opgericht, die als bewaakster van het milieu optreedt.

Het idee om een Wereldmilieuorganisatie op te richten is niet nieuw. Frankrijk had dit in 1992 tijdens de Rioconferentie al voorgesteld, en nogmaals in 2001 bij monde van L. Jospin en D. Voynet, en van J. Chirac tijdens de Top van de Aarde in Johannesburg in 2002 : « (...) la France, fidèle à une tradition historique d'universalité que la mondialisation justifie chaque jour davantage, appelle à la création d'une organisation mondiale de l'environnement, sur les modèles de l'organisation mondiale de la santé ou de l'organisation internationale du travail. »

Aangezien steeds de voorrang gegeven wordt aan het economische boven het milieu, lijkt iedere preventieve maatregel onzeker en afhankelijk van de goodwill binnen de Wereldhandelsorganisatie (1).

(1) Binnen de WHO bestaat er geen specifieke milieuovereenkomst, maar verschillende WHO-overeenkomsten bevatten bepalingen over milieuaangelegenheden. De leden van de WHO erkennen « that their relations in the field of trade and economic endeavour should be conducted with a view to raising standards of living, ensuring full employment and a large and steadily growing volume of real income and effective demand, and expanding the production of and trade in goods and services, while allowing for the optimal use of the world's resources in accordance with the objective of sustainable development, seeking both to protect and preserve the environment and to enhance the means for doing so in a manner consistent with their respective needs and concerns at different levels of economic development ». Het feit dat er meer belang gehecht wordt aan het milieubeleid is een vrij recent verschijnsel. Op het einde van de Uruguayronde in 1994 hebben de ministers van Handel van de deelnemende landen besloten een grootschalig werkprogramma over handel en milieu op te starten, en hebben zij het Comité voor handel en milieu opgericht.

Cette primauté prospère de l'absence de l'Organisation Mondiale de l'Environnement. À l'ONU, l'environnement fait l'objet d'un oubli historique. Alors que la santé, le travail, la culture et l'éducation, l'alimentation ou même la propriété intellectuelle possèdent chacun leur propre institution spécialisée au financement propre. L'environnement, quant à lui, n'est doté que d'un programme subsidiaire de coordination, sans financement ni mandat adéquat: le Programme des Nations unies pour l'Environnement. De fait, l'ONU manque d'une véritable autorité politique dédiée à l'environnement global qui soit capable de faire contrepoids à l'OMC, capable de limiter la réification de nos vies, de la nature et de l'avenir de notre planète.

Fondée sur base du Programme des Nations unies pour l'Environnement, l'OME constituera le cadre unique des politiques de protection de l'environnement au sens global du terme (climat, couche d'ozone, océans, désertification, biodiversité et bientôt forêts, eau potable, ressources énergétiques, agriculture, écofiscalité, responsabilité environnementale des entreprises, etc). Sa construction procéderait d'une réorganisation des compétences environnementales actuellement dispersées au sein d'une douzaine d'organisations internationales et de nombreux secrétariats d'accords multilatéraux sur l'environnement. Parallèlement, une certaine transversalité et modalité des politiques environnementales, inhérente à la notion de développement durable, seraient conservées.

La *gouvernance* mondiale de l'environnement doit plus être de la seule et exclusive compétence des États. La voix des citoyens, des collectivités territoriales, des ONG et des acteurs économiques du Sud doit aussi pouvoir trouver un écho dans le choix des politiques environnementales. Fidèle au principe de subsidiarité et à la formule « penser globalement, agir localement », l'OME pourra susciter des accords de coopération renforcée entre collectivités territoriales.

L'OME devra avoir l'assise politique et l'autorité pour faire contrepoids à l'OMC et imposer la primauté des règles de protection de l'environnement sur celles relatives au commerce. Mettre le commerce au service de l'environnement et non l'inverse, c'est là le défi majeur de l'OME, porteur d'un véritable changement de civilisation. Parce qu'un autre monde est possible, le tout est d'humaniser l'homme !

Face à l'OMC, à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International (FMI), le rôle de l'OME est d'affirmer et de mettre en œuvre les principes du développement durable, d'imposer clairement la primauté des règles d'environnement sur celles du commerce et de promouvoir la notion naissante de bien public mondial dans le domaine de l'environnement. Ce faisant, il ne s'agit pas de choisir entre lutter contre le changement climatique et soutenir la crois-

Het feit dat er geen Wereldmilieuorganisatie bestaat draagt hiertoe bij. Bij de VN is de milieuproblematiek nooit een prioriteit geweest. Terwijl volksgezondheid, arbeid, cultuur en onderwijs, voedsel en zelfs intellectuele eigendom over een eigen gespecialiseerde instelling met een eigen financiering beschikken. Het milieu beschikt slechts over een subsidiair coördinatieprogramma zonder financiering of aangepast mandaat: het United Nations Environment Programme. De VN mist inderdaad een echte politieke overheid voor het milieu op wereldschaal die een tegengewicht kan vormen voor de WHO, en die de ontmenselijking van ons leven, van de natuur en van de toekomst van de planeet kan beperken.

De WMO zou gebaseerd zijn op het United Nations Development Programme en zal een uniek kader vormen voor het milieubeschermingsbeleid in algemene zin (klimaat, ozonlaag, woestijnvorming, biodiversiteit en weldra wouden, drinkbaar water, energiebronnen, landbouw, ecofiscaliteit, milieuverantwoordelijkheid van bedrijven, enz.). Daartoe zouden de milieubevoegdheden die momenteel verspreid zijn over een twaalfstal internationale organisaties en vele secretariaten van multilaterale milieuovereenkomsten, gereorganiseerd worden. Tenzelfdertijd zou het transversale karakter en bepaalde werkwijzen van het milieubeleid die inherent zijn aan het begrip duurzame ontwikkeling, behouden blijven.

Het milieubeheer op wereldniveau kan niet langer uitsluitend aan Staten toevertrouwd worden. Burgers, territoriale gemeenschappen, NGO's en economische actoren in het Zuiden moeten ook inspraak hebben in de beleidskeuzes betreffende het milieu. Op grond van het subsidiariteitsbeginsel en de leuze « globaal denken, plaatselijk handelen » indachtig, kan de WMO de aanzet geven tot sterkere samenwerkingsovereenkomsten tussen territoriale gemeenschappen.

De WMO zal genoeg politiek gewicht en gezag in de weegschaal moeten leggen om te kunnen opwegen tegen de WHO en om ervoor te zorgen dat milieu-regels de voorrang krijgen boven handelsregels. Handel ten dienste stellen van het milieu en niet omgekeerd is de voornaamste uitdaging van de WMO, en kan een werkelijke culturele ommekeer teweegbrengen. Een andere wereld is mogelijk, als de mens maar menselijker wordt !

Tegenover de WHO, de Wereldbank en het Internationaal Monetair Fonds (IMF), bestaat de rol van de WMO erin de beginselen van duurzame ontwikkeling te bevestigen en toe te passen, ervoor te zorgen dat milieu-regels de voorrang krijgen ten opzichte van handelsregels, en het nieuw opkomende begrip « openbaar wereldgoed » te promoten in milieuzaken. Daarbij gaat het niet om een keuze tussen het bestrijden van de klimaatopwarming en het steunen

sance et le développement. Lutter contre le réchauffement climatique et préserver l'environnement doit se concevoir dans une logique de stratégie en faveur de la croissance sur le long terme, car il s'agit là d'un soutien à l'innovation et à la technologie. Ce faisant, l'OME constituerait un pilier de soutien et de coopération avec l'OMC dans le cadre de la détermination et définition des stratégies de l'économie mondiale soucieuses de l'environnement.

La société de consommation se trouve aujourd'hui à l'aube d'une nouvelle période d'expansion. D'une part, elle devrait continuer de se développer selon un schéma désormais classique, par la création et la multiplication de produits manufacturés et par l'élargissement de sa base socio-géographique. De nouveaux marchés et de nouvelles couches sociales sont, dit-on, à conquérir en Europe de l'Est et dans les pays les plus avancés du tiers monde. D'autre part, il est hautement probable que la société de consommation s'annexera bientôt la « satisfaction » de ce qu'on est encore en droit d'appeler deux « passions humaines » : le besoin de nature et le désir de ne pas vieillir ni mourir. Tout porte à croire en effet que l'air pur, le silence, la verdure, la beauté des paysages d'un côté, le poumon, le rein, le cœur, le visage de l'homme de l'autre, tous ces biens autrefois naturels et inaliénables pourraient devenir, dans un délai relativement proche, parties intégrantes du système des objets.

Nous assistons actuellement à une crise « horizontale » qui a pour causes un surdéveloppement des capacités de production et la destructivité, génératrice de raretés insurmontables, des techniques employées. Cette crise ne peut être dépassée que par un mode de production nouveau qui, rompant avec la rationalité économique, se fonde sur le ménagement des ressources renouvelables, la consommation décroissante d'énergie et de matières (1). Le lien entre « plus » et « mieux » est rompu. « Mieux » peut être obtenu avec moins. On peut vivre mieux en consommant moins, à condition de produire des choses plus durables qui n'engendrent ni nuisances ni raretés insurmontables dès lors que tous y accèdent. Seul mérite d'être produit socialement ce qui reste bon pour chacun quand tous en jouissent — et inversement.

De toute évidence, une « nouvelle économie » doit voir le jour. Une nouvelle économie reposant sur une redéfinition de l'acte économique dépassant la notion étriquée de valeur monétaire et la complétant par celle de coût énergétique exprimé en unité de mesure universelle, fondée sur une attitude de coopération avec la nature, cette nouvelle économie assurera la réconciliation de l'économie traditionnelle et de l'écologie.

(1) Gorz, André, Bosquet, Michel, *op. cit.*, p. 51.

van de economische groei. De strijd tegen de klimaatopwarming en de milieubescherming moeten begrepen worden als deel uitmakend van een groeistrategie op lange termijn, want zij bevorderen innovaties en technologie. Hiermee zou de WMO een pijler vormen voor steun aan en samenwerking met de WHO bij het bepalen van milieubewuste economische strategieën op wereldschaal.

De consumptiemaatschappij staat vandaag aan de vooravond van een nieuwe expansieperiode. Enerzijds zou zij zich moeten blijven ontwikkelen volgens een klassiek geworden scenario : het ontwerpen en produceren van afgewerkte producten en het uitbreiden van haar socio-geografische basis. Naar verluidt vallen nieuwe markten en nieuwe bevolkingsgroepen te veroveren in Oost-Europa en in de meest geavanceerde landen van de Derde Wereld. Anderzijds is het meer dan waarschijnlijk dat de consumptiemaatschappij binnenkort ook greep zal willen krijgen op wat men nog twee « menselijke passies » kan noemen : de behoefte aan natuur en de behoefte om niet ouder te worden of te sterven. Alles wijst er immers op dat schone lucht, stilte, groen, het landschappelijk schoon enerzijds, en de long, de nier, het hart, het gelaat van de mens anderzijds — zaken die vroeger natuurlijk en onvervreemdbaar leken — binnen afzienbare tijd volledig als objecten beschouwd gaan worden.

Wij bevinden ons momenteel in een « horizontale » crisis die te wijten is aan de buitensporige ontwikkeling van de productiecapaciteit en het vernietigende karakter van de gebruikte technieken, die leiden tot onherstelbare schaarste. Deze crisis kan slechts overwonnen worden door een nieuwe manier van produceren, die breekt met de economische logica en stoelt op het gebruik van hernieuwbare energiebronnen en een zuinigere omgang met energie en grondstoffen (1). « Meer » betekent niet langer « beter ». Men kan « meer » verkrijgen met minder. Men kan beter leven door minder te verbruiken, op voorwaarde dat men duurzamere zaken produceert die geen onherstelbare schade of schaarste veroorzaken en die voor iedereen toegankelijk zijn. In een samenleving zou men alleen nog mogen produceren wat goed blijft voor iedereen wanneer iedereen ervan geniet — en omgekeerd.

Er is dus een « nieuwe economie » nodig. Deze nieuwe economie moet de economische praktijken herdefiniëren door aan het enge begrip monetaire waarde ook de energiekosten toe te voegen, die worden uitgedrukt in een universele maatstaf. Door rekening te houden met de natuur zal deze nieuwe economie de traditionele economie en de ecologie met elkaar verzoenen.

(1) Gorz, André, Bosquet, Michel, *op. cit.*, blz. 51.

## B. Son fonctionnement

Le fonctionnement de l'Organisation Mondiale de l'Environnement exclura la technocratie opaque souvent à l'œuvre dans les grandes institutions. La transparence et la démocratie participative sont au cœur de la gouvernance mondiale de l'environnement. Le bon fonctionnement passerait par la contribution des ONG à la prise de décision, la reconnaissance d'un droit de pétition au niveau international et des conférences mondiales de citoyens. L'éducation à l'environnement est la base fertile de cette implication citoyenne. En mobilisant des moyens financiers et pédagogiques pour la développer, l'OME contribuera à modifier nos modes de vie point de vue consommation énergétique.

L'équité avec les pays du sud est l'autre pierre angulaire de l'OME : échelonnement des obligations issues des conventions internationales, contribution réelle au choix de l'agenda des négociations internationales, formations spécifiques des délégations à la négociation des conventions et transfert de technologies propres sont autant de composantes d'une gouvernance mondiale de l'environnement démocratique et multipolaire, substituant le principe de responsabilité commune mais différenciée de la loi du plus fort.

De nos jours, on constate que le droit international de l'environnement est mal appliqué, vu que les États sont bien souvent à la fois juges et parties. En effet, ils rédigent des rapports annuels dont ils vérifient eux-mêmes la validité. En vue de remédier à ces lacunes, un cadre juridique est nécessaire. L'inefficacité du droit de l'environnement constitue un symptôme de la difficulté à penser le statut de la nature en vue de sa protection (1). Et l'on voit mal, aujourd'hui, sur quels principes politiques les États fonderaient de nouvelles solidarités nécessaires pour mettre en œuvre une politique mondiale de l'environnement.

Certes, des outils juridictionnels existent déjà : arbitrage, Cour Internationale de Justice (CIJ) et Cour Pénale Internationale (CPI). Mais la latitude laissée aux États en matière d'arbitrage et devant la CIJ, l'absence de référence à la notion de crime contre l'environnement devant la CPI (voie à creuser), l'impossible participation de la société civile à la procédure et l'impasse sur les spécificités des questions environnementales sont autant d'obstacles à la bonne application des conventions internationales.

(1) Remond-Gouilloud, Martine, Hermitte, Marie-Angèle, « Pour un statut juridique de la diversité biologique », in *Revue française d'administration publique*, n° 53, janvier-mars 1990.

## B. Werking van de Organisatie

In tegenstelling tot vele andere grote organisaties zal de Wereldmilieuorganisatie niet op een ondoorzichtige technocratische manier functioneren. Transparantie en participatieve democratie staan centraal in het wereldmilieubestuur. NGO's zouden mede bijdragen tot de besluitvorming, en er zouden een internationaal petitierecht en wereldconferenties van burgers georganiseerd worden. Milieubewustwording is hierbij van groot belang. Door financiële en pedagogische middelen hiervoor in te zetten zal de WMO kunnen bijdragen tot een verandering in onze levensstijl wat betreft het energieverbruik.

Rechtvaardigheid ten aanzien van de landen in het Zuiden vormt de andere hoeksteen van de WMO : spreiding van de verplichtingen die voortvloeien uit internationale overeenkomsten, werkelijke bijdrage in het bepalen van de agenda van internationale onderhandelingen, specifieke opleiding van de afvaardigingen in het onderhandelen van overeenkomsten en transfer van schone technologieën zijn allemaal onderdelen van een democratisch en meerpolaar wereldmilieubestuur, dat de wet van de sterkste vervangt door die van de gemeenschappelijke maar gedifferentieerde verantwoordelijkheid.

Vandaag stellen wij vast dat het internationale milieurecht tekortschiet, aangezien de Staten al te vaak rechter en partij zijn. Zij stellen immers verslagen op waarvan zij zelf de geldigheid nagaan. Om die toestand te verhelpen, is een rechtskader vereist. De ondoeltreffendheid van het milieurecht is tekenend voor de moeilijkheid die men ondervindt om de status van de natuur te bepalen met het oog op de bescherming ervan (1). En het is onduidelijk op welke politieke beginselen Staten vandaag de nodige solidariteit voor een wereldmilieubeleid zouden kunnen uitbouwen.

Weliswaar zijn er al een aantal gerechtelijke instrumenten voorhanden : arbitrage, Internationaal Gerechtshof, en Internationaal Strafhof. Maar de vrijheid die Staten genieten inzake arbitrage en voor het Internationaal Gerechtshof, de afwezigheid van het begrip « misdad tegen het milieu » bij het Internationaal Strafhof (moet bestudeerd worden), de onmogelijkheid voor het maatschappelijk middenveld om deel te nemen aan de procedure, en de impasse betreffende het specifieke karakter van milieukwesties bemoeilijken de toepassing van internationale overeenkomsten.

(1) Remond-Gouilloud, Martine, Hermitte, Marie-Angèle, « Pour un statut juridique de la diversité biologique », in *Revue française d'administration publique*, nr. 53, januari-maart 1990.

L'environnement pâtit de cette situation si l'on le compare par exemple avec l'OMC. Cette dernière, dispose de son propre tribunal (l'Organe de règlement des différends). D'où l'idée d'un tribunal spécifique, une Cour mondiale de l'environnement.

La Cour mondiale de l'environnement sera une juridiction obligatoire en cas de violation ou le non respect des traités — existants ou à venir — afférents à l'environnement global (réchauffement climatique, couche d'ozone, biodiversité, désertification, forêts, océans, ressources en eau et ressources fossiles, etc.). Les États parties au litige pourront faire appel de ses jugements. Un collège de procureurs mondiaux de l'environnement disposera d'un droit d'action et d'intervention pour la défense de l'environnement global et la société civile pourra communiquer ses observations. Des sanctions financières et des peines de réparation des dommages environnementaux pourront enfin être infligés aux États qui manqueraient à leurs obligations.

Force est de constater que l'OME ne pourra trouver une réelle légitimité internationale que si les citoyens, les gouvernements et les milieux d'affaires y participent de manière équitable et exempte de toute forme discriminatoire.

### C. Ses objectifs

L'OME, étant identifiée comme l'organisation de référence pour la protection de l'environnement, aura comme principales fonctions : la réorganisation démocratique de la *gouvernance mondiale de l'environnement*, de renforcer ou dans d'autres termes, être la gardienne de l'application des traités internationaux existants et définir les priorités futures (application cohérente des principes du développement durable, traités internationaux pour la gestion des ressources énergétiques, pour le transport maritime, l'écofiscalité et la responsabilité environnementale des entreprises). Aussi elle sera mieux à même d'offrir une expertise scientifique et diffuser les savoirs liés à l'environnement via la diffusion et rassemblement des meilleurs pratiques (*best practices*).

Avec une OME, l'environnement connaîtra enfin une reconnaissance institutionnelle internationale et nul ne pourrait plus s'affranchir de sa responsabilité à l'égard de la planète et des générations futures. La pression citoyenne sur les politiques et les multinationales, catalysée par l'OME, imposerait ainsi des avancées réglementaires face à une OMC en mal de légitimité du point de vue environnemental. À noter aussi, que cette organisation permettra également de cerner les véritables pollueurs et d'imposer une écotaxe globale sur les activités polluantes.

Het milieu is het slachtoffer van deze toestand. De WHO, bijvoorbeeld, beschikt wel over een eigen rechtbank (het orgaan voor geschillenbeslechting). Vandaar het idee van een specifieke rechtbank, een Wereldmilieugerechtshof.

Schendingen of niet-naleving van bestaande of toekomstige verdragen inzake milieukwesties op wereldschaal (klimaatopwarming, ozonlaag, biodiversiteit, woestijnvorming, wouden, oceanen, water en fossiele rijkdommen, enz.) zullen verplicht voorgelegd worden aan het Wereldmilieugerechtshof. Staten die partij zijn in het geschil zullen in beroep kunnen gaan. Een wereldwijd college van milieuprocurateurs zal het recht hebben om op te treden om het milieu te beschermen. Het maatschappelijk middenveld zal opmerkingen kunnen maken. Aan Staten die hun verplichtingen niet nakomen zullen financiële sancties en vergoedingen voor de milieuschade opgelegd kunnen worden.

Het is een feit dat de WMO internationaal slechts werkelijke legitimiteit zal genieten wanneer burgers, regeringen en het zakenmilieu er op een eerlijke en niet-discriminerende manier aan meewerken.

### C. De doelstellingen van de WMO

Als referentieorganisatie voor de milieubescherming zullen de voornaamste taken van de WMO er als volgt uitzien: democratische reorganisatie van het *wereldmilieubestuur*, met andere woorden toezien op een betere toepassing van internationale verdragen en de prioriteiten bepalen voor de toekomst (coherente toepassing van de beginselen van duurzame ontwikkeling, internationale verdragen voor het beheer van energiebronnen, het vervoer op zee, de ecofiscaliteit en de milieu-aansprakelijkheid van bedrijven). Ook zal zij beter uitgerust zijn om wetenschappelijk advies te verstrekken en kennis te verspreiden over het milieu dank zij het bundelen en verspreiden van *best practices*.

Met een instelling als de WMO zal het milieu eindelijk een internationale institutionele erkenning krijgen en zal niemand zich nog kunnen onttrekken aan zijn verantwoordelijkheid ten aanzien van de planeet en de komende generaties. Onder impuls van de WMO zal de druk van de publieke opinie op politici en multinationale ondernemingen zorgen voor vooruitgang op reglementair vlak ten opzichte van de WHO, die weinig legitimiteit geniet in milieuaangelegenheden. Ook zal deze organisatie het opsporen van de werkelijke vervuilers mogelijk maken, alsook het opleggen van een algemene ecotaks op vervuilende activiteiten.

À l'échelle globale, la priorité actuelle est d'améliorer l'application effective des centaines d'accords multilatéraux sur l'environnement. Pour ce faire, l'OME doit se présenter comme un véritable outil de prévention, acteur d'un transfert des technologies propres et assistant financier pour l'application des traités. En complément, sous son impulsion, les mécanismes d'observance des traités méritent d'être harmonisés et simplifiés. En aval, l'OME pourra avoir la capacité de sanctionner la violation des accords multilatéraux sur l'environnement par le biais d'une Cour Mondiale pour l'Environnement, ouverte aux ONG.

Face à l'OMC, à la Banque Mondiale et au FMI, le rôle de l'OME sera celui d'affirmer et de mettre en œuvre les principes du développement durable, d'imposer clairement la primauté des règles d'environnement sur celles du commerce et de promouvoir la notion naissante de bien public mondial dans le domaine de l'environnement.

D'aucuns pourront ignorer qu'un tel outil international participera à la reconnaissance officielle de l'environnement comme élément consubstantiel à la survie de l'Humanité. Les atteintes majeures et irréversibles à l'environnement devront donc devenir des crimes imprescriptibles et une réflexion sur l'ingérence environnementale devrait trouver un écho au sein de ce nouvel organe.

Avec la création de l'OME, l'éducation à l'environnement permettra de sensibiliser massivement les citoyens du monde à l'importance de gestes simples en faveur d'une maîtrise de notre consommation d'eau, de notre énergie, de nos déchets .... Chacun pourrait alors prendre conscience que notre survie est intimement liée à la préservation de notre planète bleue et qu'il est du devoir de chacun, de veiller à la sauvegarde du patrimoine naturel dans lequel il vit.

Amina DERBAKI SBAÏ.

\*  
\* \*

Op wereldniveau moet de prioriteit vandaag gaan naar de betere effectieve toepassing van honderden multilaterale milieu-overeenkomsten. Daarvoor moet de WMO een instrument van preventie worden, zorgen voor de omschakeling naar schone technologieën en financiële bijstand leveren voor de toepassing van de verdragen. Bovendien moet zij zorgen voor beter geharmoniseerde en vereenvoudigde mechanismen voor het toezicht op de naleving van de verdragen. Ook kan de WMO de bevoegdheid krijgen om de schending van multilaterale milieu-overeenkomsten te bestraffen dank zij de oprichting van een Wereldmilieugerechtshof, waartoe NGO's zich kunnen wenden.

Tegenover de WHO, de Wereldbank en het Internationaal Monetair Fonds (IMF), bestaat de rol van de WMO erin de beginselen van de duurzame ontwikkeling te bevestigen en toe te passen, ervoor te zorgen dat milieuregels de voorrang krijgen ten opzichte van handelsregels, en het opkomende begrip openbaar wereldgoed te promoten in milieuzaken

Sommigen zouden kunnen negeren dat het milieu door een dergelijk internationaal instrument officieel erkend wordt als een wezenlijk onderdeel van het voortbestaan van de mensheid. Grote en onomkeerbare schendingen van het milieu zullen dan ook onverjaarbare misdaden worden en de nieuwe instelling zal moeten nadenken over de inmenging in milieuzaken.

Met de oprichting van de WMO zal de vorming in milieuzaken burgers in de hele wereld massaal bewust maken van het belang van eenvoudige handelingen die zijn toegespitst op het beter omgaan met water, energie, afval, enz. Elkeen zal dan gaan beseffen dat onze overleving nauw verbonden is met het behoud van onze blauwe planeet en dat iedereen de plicht heeft om toe te zien op de bescherming van het natuurpatrimonium waarin hij leeft.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE RÉOLUTION**

LE SÉNAT,

A. Rappelant :

1. La Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Protocole de Kyoto à la CCNUCC et les procédures d'application du protocole qui ont été décidées au cours des Conférences des Parties tenues à Bonn (juillet 2001), à Marrakech (novembre 2001), à New Delhi (novembre 2002), à Milan (décembre 2003), à Buenos Aires (décembre 2004), et à Montréal (décembre 2005);

2. La douzième Conférence des Parties (COP 12) à la CCNUCC et la deuxième Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (COP/MOP 2), qui se sont tenues à Nairobi (Kenya) du 6 au 17 novembre 2006;

3. Les dernières conclusions scientifiques, notamment les informations récentes sur la fonte de la calotte glaciaire du Groenland, de la glace de mer pérenne de l'Océan arctique et du permafrost de Sibérie, ainsi que les nouvelles preuves scientifiques sur l'amplitude de la hausse du niveau de la mer provoquée par les changements climatiques;

4. La proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection de l'environnement par le droit pénal (1);

5. La résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil établissant un programme-cadre sur la base du Titre VI du Traité sur l'Union européenne — Coopération policière et judiciaire en matière pénale [COM(2001)646-C5-0694/2001 — 2001/0262(CNS)] (2);

6. Le Livre Blanc établissant une stratégie et un plan d'action communautaires;

7. La communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen — Examen de la politique environnementale 2004 -;

8. L'annexe 1 du Protocole de Kyoto, les pays industrialisés doivent continuer à jouer un rôle capital en relevant le défi du changement climatique au niveau mondial;

(1) La proposition impose aux États membres de prévoir des sanctions pénales à l'encontre des infractions graves à l'environnement, afin d'assurer une application correcte du droit de l'environnement. COM (2001) 139. JO C 180 E du 26.6.2001.

(2) JO C 051 E, 26.2.2002, p. 345.

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

DE SENAAT,

A. herinnerend aan :

1. de Raamovereenkomst van de Verenigde Naties over klimaatverandering (UNFCCC), het Protocol van Kyoto bij de UNFCCC en de toepassingsprocedures van het protocol die bepaald werden tijdens de Conferenties van de Partijen in Bonn (juli 2001), Marrakech (november 2001), New Delhi (november 2002), Milaan (december 2003), Buenos Aires (december 2004) en Montréal (december 2005);

2. de twaalfde Conferentie van de Partijen (COP 12) en de tweede Conferentie van de Partijen, die fungeren als vergaderingen van de Partijen bij het Protocol van Kyoto (COP/MOP2), die gehouden werden in Nairobi (Kenia) van 6 tot 17 november 2006;

3. de laatste wetenschappelijke besluiten, inzonderheid de recente informatie over het smelten van de ijskap op Groenland, van het permanente ijs van de Arctische oceaan en de permafrost in Siberië, en het wetenschappelijke bewijs van de omvang van de stijging van het niveau van de zeespiegel ten gevolge van klimaatveranderingen;

4. het voorstel van richtlijn van het Europees Parlement en de Raad inzake milieubescherming door het strafrecht (1);

5. de wetgevingsresolutie van het Europees Parlement over het voorstel voor een besluit van de Raad tot vaststelling van een kaderprogramma op basis van titel VI van het Verdrag betreffende de Europese Unie — Politie en justitiële samenwerking in strafzaken (COM(2001)0646 — C5-0694/2001 — 2001/0262 (CNS)) (2);

6. het Witboek tot vaststelling van een gemeenschappelijke strategie en een gemeenschappelijk actieplan;

7. de mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement — Evaluatie van het milieubeleid 2004;

8. bijlage 1 bij het Protocol van Kyoto; de geïndustrialiseerde landen moeten een sleutelrol blijven spelen door de uitdaging van de klimaatverandering op wereldniveau aan te gaan;

(1) Het voorstel verplicht de lidstaten strafrechtelijke sancties te bepalen voor ernstige schendingen van het milieu, zodat het milieurecht daadwerkelijk wordt toegepast. COM (2001) 139. PB C 180 E van 26.6.2001.

(2) PB C051 E, 26.2.2002, blz. 345.



## B. Considérant :

1. Considérant que l'application intégrale, par les Parties, de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto est essentielle dans la lutte contre les changements climatiques, même si les mesures ne seront vraiment efficaces que lorsqu'une solution planétaire englobera les grandes zones économiques responsables de la majorité des émissions polluantes;

2. Considérant que la onzième Conférence des Parties (COP 11) à la CCNUCC et la première Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (COP/MOP 1), qui se sont tenues à Montréal en décembre 2005, ont décidé d'engager un processus afin d'étudier les nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I de la Convention pour la période postérieure à 2012, d'établir un dialogue pour échanger des expériences et analyser les approches stratégiques en vue de collaborations à long terme sur les changements climatiques, et d'organiser un atelier de la CCNUCC sur la réduction des émissions résultant du déboisement dans les pays en voie de développement;

3. Considérant que la CCNUCC définit un cadre d'action visant à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère afin d'éviter les « perturbations anthropiques dangereuses » du système climatique; que la CCNUCC est entrée en vigueur le 21 mars 1994 et qu'elle compte aujourd'hui 189 parties;

4. Considérant qu'à ce jour 132 pays et organisations d'intégration économique régionale ont ratifié le Protocole de Kyoto, parmi lesquels 37 sont partie à l'annexe I, ce qui représente 61,6% des émissions de gaz à effet de serre de l'annexe I et satisfait aux conditions d'entrée en vigueur du Protocole, laquelle a eu lieu le 16 février 2005;

5. Considérant que le Protocole de Kyoto a été ratifié le 31 mai 2002 par la Communauté européenne ainsi que par ses États membres et que le Parlement européen et le Conseil ont adopté les instruments législatifs (1) nécessaires à la mise en œuvre dudit protocole dans la Communauté européenne; que le 13 octobre 2003, le Parlement européen et le Conseil ont adopté la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans l'espace CE;

(1) Décision n° 2004/208/2004/CE du 11 février 2004 relative à un mécanisme pour surveiller les émissions de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne et mettre en œuvre le Protocole de Kyoto (JO L 49, 19.02.2004, p. 1) et directive 2004/101/CE du 27 octobre 2004 modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, au titre des mécanismes de projet du Protocole de Kyoto (JO L 338, 13.11.2004, p. 18).

## B. overwegende dat :

1. de volledige tenuitvoerlegging van de UNFCCC en van het Protocol van Kyoto door de Partijen essentieel is in de strijd tegen de klimaatverandering, al kunnen de maatregelen pas echt doeltreffend worden wanneer de grote economische gebieden die verantwoordelijk zijn voor het grootste deel van de vervuulende uitstoot meewerken aan een wereldwijde oplossing;

2. de elfde Conferentie van de Partijen (COP 11) van de UNFCCC en de eerste Conferentie van de Partijen die fungeren als vergaderingen van de Partijen bij het Protocol van Kyoto (COP/MOP 1), die gehouden werden te Montréal in december 2005, besloten hebben een proces op te starten om de nieuwe verbintenissen van de Partijen te bestuderen die opgenomen zijn in Bijlage I van de Overeenkomst voor de periode na 2012, een dialoog aan te gaan om ervaringen uit te wisselen en de strategische aanpak te analyseren met het oog op samenwerking op lange termijn inzake klimaatverandering, en een workshop van de UNFCCC te organiseren over de verlaging van de uitstoot die veroorzaakt wordt door ontbossing in ontwikkelingslanden;

3. de UNFCCC een kader bepaalt voor maatregelen ter stabilisering van broeikasgassen in de atmosfeer om gevaarlijke klimaatstoringen van menselijke oorsprong te voorkomen; dat de UNFCCC op 21 maart 1994 in werking is getreden en nu 189 partijen telt;

4. vandaag 132 landen en regionale organisaties inzake regionale economische integratie het Protocol van Kyoto bekrachtigd hebben, waarvan er 37 partij zijn bij bijlage I, wat 61,6% van de broeikasgassen in deze bijlage vertegenwoordigt en voldoet aan de voorwaarden voor de inwerkingtreding van het Protocol, die op 16 februari 2005 heeft plaatsgevonden;

5. het Protocol van Kyoto op 31 mei 2002 bekrachtigd werd door de Europese Gemeenschap en de lidstaten ervan, en dat het Europees Parlement en de Raad de nodige wetgevende instrumenten hebben aangenomen (1) om het Protocol uit te voeren in de Europese Unie; dat het Europees Parlement en de Raad op 13 oktober 2003 richtlijn 2003/87/EG tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap hebben aangenomen;

(1) Beschikking nr. 280/2004/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 betreffende een bewakingssysteem voor de uitstoot van broeikasgassen in de Gemeenschap en de uitvoering van het Protocol van Kyoto [Publicatieblad L 49 van 19.2.2004] en richtlijn 2004/101/EG houdende wijziging van richtlijn 2003/87/EG tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap, met betrekking tot de projectgebonden mechanismen van het Protocol van Kyoto [Publicatieblad L 338 van 13.11.2004, blz. 18].

6. Considérant que les nouvelles technologies seront vitales pour lutter contre les changements climatiques de manière économique, en mettant plutôt l'accent sur le renforcement de l'efficacité énergétique;

7. Considérant qu'il faut fixer incessamment de nouveaux objectifs afin d'éviter que les changements climatiques n'échappent à tout contrôle et d'offrir des incitations suffisantes en vue d'investissements rapides dans la poursuite du développement et de la mise en œuvre de technologies relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, et que les investissements dans des infrastructures énergétiques incompatibles avec les objectifs politiques en matière climatique doivent être évités;

8. Considérant que les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter dans de nombreux États membres et au niveau de la communauté internationale, apportant la preuve que des actions vigoureuses, des mesures repensées et de nouvelles initiatives sont nécessaires pour permettre de remplir les obligations au titre du Protocole de Kyoto;

9. Considérant que la contribution de l'aviation au changement climatique est importante et croît rapidement, et que l'aviation internationale n'est soumise à aucune obligation au titre de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto;

10. Considérant que les preuves scientifiques les plus récentes laissent entendre que la limitation de l'augmentation de la température de 2 °C pourrait ne pas être suffisante pour réaliser l'objectif de la CCNUCC, à savoir, éviter des changements climatiques dangereux;

11. Considérant que les pays développés doivent procéder à une nette réduction des émissions — à hauteur de 30 % — d'ici à 2020, et de 60 à 80 % pour 2050;

12. Considérant que 24 % des émissions de gaz à effet de serre en 2005 ont été imputables à la combustion des forêts et que les preuves scientifiques les plus actuelles en provenance d'Amazonie illustrent l'incidence sur le climat de la réduction de la couverture forestière et de l'asphyxie du « poumon » de la planète, ce qui débouche sur une intensité accrue des ouragans qui se développent dans le sud de l'Atlantique Nord et une réduction des précipitations dans le sud du Brésil, en Uruguay et en Argentine;

13. Considérant que sécurité énergétique et sécurité climatique doivent aller de pair et que la sécurité énergétique et climatique de l'Europe dépend dans une large mesure des options prises par les grands pays, tels que la Chine et l'Inde; que les changements

6. nieuwe technologieën van vitaal belang zullen zijn om de klimaatverandering op een economische manier tegen te gaan, door de klemtoon op een efficiënter verbruik van energie te leggen;

7. steeds nieuwe doelstellingen vastgesteld moeten worden om te voorkomen dat de klimaatverandering uit de hand loopt, dat voldoende stimulansen gegeven moeten worden aan snelle investeringen in het ontwikkelen en toepassen van technologieën inzake hernieuwbare energie en efficiënt energieverbruik, en dat investeringen in energie-infrastructuur die onverenigbaar is met de politieke doelstellingen inzake klimaat voorkomen moeten worden;

8. de uitstoot van broeikasgassen blijft stijgen in vele lidstaten en andere landen, wat bewijst dat doortastende, aangepaste maatregelen en nieuwe initiatieven vereist zijn om de Kyoto-doelstellingen te halen;

9. de bijdrage van het luchtverkeer tot de klimaatverandering aanzienlijk is en snel toeneemt, en dat het internationale luchtverkeer aan geen enkele verplichting van de UNFCCC of het Protocol van Kyoto is onderworpen;

10. de meest recente wetenschappelijke bevindingen laten uitschijnen dat een beperking van de temperatuuroename tot 2° C onvoldoende zou zijn om de doelstelling van de UNFCCC te halen, namelijk het voorkomen van gevaarlijke klimaatveranderingen;

11. de ontwikkelde landen een gevoelige daling van hun uitstoot moeten verwezenlijken: -30 % tegen 2020 en -60 tot -80 % tegen 2050;

12. in 2005, 24 % van de uitstoot van broeikasgassen te wijten was aan bosbranden en dat in het Amazonegebied nu wetenschappelijk bewezen is dat het klimaat beïnvloed wordt door de ontbossing en de wurging van de « long van de aarde », wat resulteert in hevigere orkanen in het zuidelijke deel van de noordelijke Atlantische oceaan en minder neerslag in het zuiden van Brazilië en in Uruguay en Argentinië;

13. energieveiligheid en klimaatveiligheid hand in hand moeten gaan en zij in Europa in grote mate afhangen van het beleid van grote landen als China en India; dat klimaatveranderingen alleen kunnen worden afgeremd als ontwikkelingslanden — meer bepaald

climatiques ne peuvent être atténués que si les pays en voie de développement — notamment les grandes puissances émergentes telles la Chine et l'Inde — sont associées activement aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre;

14. Considérant que la persistance et les tendances non soutenables dans de nombreux domaines tels que l'utilisation des terres et des ressources foncières, le transport, le changement climatique, la pêche, l'utilisation des combustibles fossiles et l'appauvrissement de la biodiversité;

15. Soulignant l'importance des trois objectifs centraux et connexes que constituent la protection de l'environnement, l'équité sociale ainsi que la cohésion et la prospérité économique, et considérant qu'il importe de veiller à ce que ces trois volets d'un développement durable fassent l'objet d'une intégration et d'une mise en œuvre appropriées à l'échelle de l'UE et de la planète;

16. Considérant les principes directeurs qui doivent sous-tendre un développement durable, et notamment ceux de la qualité de la vie et de la solidarité entre les générations et au sein de ces dernières;

17. Soulignant qu'il importe de faire évoluer les mentalités dans le sens d'une société fondée sur les principes du développement durable, ce qui implique l'adoption de politiques visant à dissocier à long terme la croissance économique et l'utilisation des ressources naturelles;

18. Considérant que le changement climatique constitue un des grands défis du XXI<sup>e</sup> siècle dans la mesure où ce problème a des conséquences défavorables notables dans les domaines environnemental, économique et social à l'échelle mondiale et qu'il est à craindre qu'il n'exerce des effets néfastes sur le développement durable et sur les conditions de vie de millions de personnes dans le monde entier; que, en 2004 encore, des ouragans, des typhons et d'autres catastrophes naturelles liées au climat ont durement touché des populations du globe entier, en particulier dans les pays les plus pauvres; que, à côté des drames humains et des nombreuses victimes, les pertes économiques sont estimées au montant record de 90 milliards de dollars pour 2004;

19. Considérant que les pays industrialisés portent une responsabilité notable en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, responsabilité au titre de laquelle ils devraient jouer un rôle de chef de file dans la réduction des émissions;

opkomende grootmachten als China en India — daadwerkelijk betrokken worden bij de inspanningen om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen;

14. onhoudbare tendenzen zich doorzetten op vele gebieden, zoals het gebruik van de bodem en de rijkdommen ervan, het vervoer, de klimaatverandering, de visvangst, het gebruik van fossiele brandstoffen en de verschraving van de biodiversiteit;

15. het belangrijk is de drie centrale en samenhangende doelstellingen voor ogen te blijven houden, namelijk milieubescherming, sociale gelijkheid en economische cohesie en voorspoed, en dat men ervoor moet zorgen dat deze drie pijlers van de duurzame ontwikkeling geïntegreerd en ten uitvoer gebracht worden door de EU en op wereldniveau;

16. een aantal richtlijnen aan de basis liggen van de duurzame ontwikkeling, in het bijzonder inzake levenskwaliteit en solidariteit tussen en binnen de generaties;

17. het belangrijk is de geesten rijp te maken voor een maatschappij die stoelt op de beginselen van duurzame ontwikkeling, wat betekent dat het beleid op lange termijn moet streven naar een ontkoppeling van de economische groei en het gebruik van natuurlijke rijkdommen;

18. klimaatverandering een van de grote uitdagingen van de 21e eeuw is aangezien dit probleem wereldwijd nefaste gevolgen heeft voor het milieu en op economisch en sociaal vlak, en te vrezen valt dat het ook negatieve gevolgen zal hebben voor de duurzame ontwikkeling en de levensomstandigheden van miljoenen mensen op de hele wereld; dat nog in 2004 orkanen, wervelstormen en andere natuurrampen te wijten aan het klimaat bevolkingsgroepen in de hele wereld geteisterd hebben, vooral in de armste landen; dat naast deze menselijke drama's en het grote aantal slachtoffers, de economische schade in 2004 geraamd wordt op een recordbedrag van 90 miljard dollar;

19. de geïndustrialiseerde landen een aanzienlijke verantwoordelijkheid dragen in de uitstoot van broeikasgassen, wat hen zou moeten aanzetten een voortrekkersrol te spelen in de vermindering ervan;

## DEMANDE AU GOUVERNEMENT :

1. De préconiser une exploration détaillée des possibilités offertes par les nouvelles technologies, telles que les technologies concernant les énergies renouvelables et la saisie et le stockage du carbone;

2. D'être l'initiateur auprès des pays en voie de développement, connaissant une industrialisation rapide, de les engager dans un futur régime international de changement climatique — Organisation Mondiale de l'Environnement — tout en respectant leur souci vital de promouvoir leur développement économique et de lutter contre la pauvreté;

3. De promouvoir un partenariat technologique entre pays développés et pays en voie de développement en vue d'aider ces derniers à avoir une croissance économique progressive, mais sur une base plus durable et respectueuse du climat;

4. De respecter les engagements existants, faute de voir sa prééminence dans les discussions internationales affaiblie; de s'engager à cet égard à initier un contrôle plus systématique de l'action interne de la Belgique dans le changement climatique et du degré d'efficacité des mesures existantes;

5. D'avoir une approche intégrée entre, d'une part, l'entité fédérale, et d'autre part, les entités fédérées, à l'égard de la politique concernant le changement climatique, avec des politiques sectorielles s'appliquant à la conservation de l'énergie et aux énergies renouvelables, aux transports, à l'agriculture, à l'industrie, à la recherche et développement, ... etc, se complétant plutôt que se contredisant mutuellement;

6. D'inviter les entités fédérées à travailler ensemble étroitement sur les questions du changement climatique, de façon à ce que sa politique de l'énergie, des transports, de l'agriculture, de la recherche et du développement et d'autres initiatives soient mieux coordonnées avec les objectifs en matière de changement climatique;

7. De procéder à un réexamen intensif des avantages et des inconvénients des approches innovantes visant à compléter les nouvelles réductions obligatoires pour les pays industrialisés de l'annexe 1, telles que le concept de contraction et de convergence et l'«approche sectorielle» proposée, prévoyant que des pays en voie de développement clés adoptent des objectifs volontaires en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les principaux secteurs industriels et bénéficient d'incitations commerciales et technologiques afin de dépasser ces objectifs;

## VRAAGT DE REGERING :

1. te pleiten voor gedetailleerd onderzoek van de mogelijkheden geboden door nieuwe technologieën als het gebruik van nieuwe energiebronnen en het opnemen en opslaan van koolstof;

2. het initiatief te nemen om ontwikkelingslanden met een snelle industrialisering te betrekken bij een toekomstige internationale regeling van de klimaatproblematiek — via de Wereldmilieuorganisatie — zonder hun levensnoodzakelijke behoeften inzake economische ontwikkeling en armoedebestrijding uit het oog te verliezen;

3. een technologisch partnerschap tussen ontwikkelde landen en ontwikkelingslanden te bevorderen om laatstgenoemden te helpen geleidelijk economisch te groeien op een manier die duurzamer en onschadelijk voor het klimaat is;

4. de bestaande verbintenissen na te komen om haar gewicht in internationale besprekingen niet te verliezen; daarom systematischer toe te zien op Belgische initiatieven inzake klimaatverandering en op de doeltreffendheid van de bestaande maatregelen;

5. tussen het federale niveau en de deelstaten een geïntegreerde aanpak na te streven inzake klimaatverandering, met sectorale maatregelen op het vlak van energie-opslag en hernieuwbare energiebronnen, vervoer, landbouw, industrie, onderzoek en ontwikkeling, enz., die elkaar aanvullen in plaats van strijdig te zijn met elkaar;

6. de deelstaten te vragen nauw samen te werken in klimaataangelegenheden, zodat het beleid inzake energie, vervoer, landbouw, industrie, onderzoek en ontwikkeling en andere initiatieven beter aansluit bij de doelstellingen op het vlak van klimaatverandering;

7. grondig de voor- en nadelen te herbekijken van vernieuwende maatregelen om de nieuwe verplichte verminderingen voor de geïndustrialiseerde landen als bepaald in bijlage 1 aan te vullen, zoals het begrip contractie en de voorgestelde «sectorale aanpak», die bepalen dat ontwikkelingslanden die een sleutelrol spelen, vrijwillig doelstellingen kunnen onderschrijven inzake een verminderde uitstoot van broeikasgasen in de belangrijkste industriële sectoren en commerciële en technologische stimulansen ontvangen om deze doelstellingen te overtreffen;

8. Constatant la nécessité d'un renforcement sensible des efforts de réduction déployés par les pays industrialisés à moyen terme, à l'effet d'accomplir la réduction des émissions prévue à long terme; demande au gouvernement d'être le précurseur et de promouvoir la mise en œuvre, ou du moins, un débat public, de l'Organisation Mondiale de l'Environnement, vu que l'année 2012 approche à grands pas et qu'une stratégie, durable et coercitive, pour la période postérieure est nécessaire, afin de relever les défis à plus long terme.

23 novembre 2006.

Amina DERBAKI SBAÏ.  
Bart MARTENS.  
Jean CORNIL.  
Marie-Hélène CROMBÉ-BERTON.  
Josy DUBIÉ.  
Fauzaya TALHAOUI.

8. gelet op de noodzaak om de inspanningen van de geïndustrialiseerde landen inzake uitstootvermindering op middellange termijn gevoelig op te voeren, de voortrekker en promotor te zijn van de Wereldmilieuorganisatie, of op zijn minst van een openbaar debat daarover, aangezien 2012 niet meer veraf is en een duurzame, afdwingbare strategie voor de periode daarna nodig is om de uitdagingen op langere termijn aan te gaan.

23 november 2006.